



BT.

## Jean-Christophe Cambadélis

Premier secrétaire du Parti socialiste, revient sur les élections départementales des 22 et 29 mars. Il se livre, pour nous, à une analyse du scrutin et dresse des perspectives, pour l'avenir, dans un entretien avec Alain Bergounioux, directeur de la *Revue socialiste*.

## Maintenant



*Quels enseignements tirez-vous de ces élections départementales ?*

La droite a indéniablement remporté ces élections, sans l'effet Sarkozy escompté, tandis que le FN a, désormais, une implantation nationale, sans, pour autant, être en mesure de céder au triomphalisme, tant en termes de présidence de conseils départementaux qu'en nombre d'élus. J'observe, par ailleurs, que le Parti socialiste a subi un dur échec et un sévère recul dans son implantation, dans un contexte où la participation a été meilleure qu'attendue.




*Nicolas Sarkozy a très peu parlé des questions économiques et sociales et de la réalité des politiques concrètes pendant la campagne, se réfugiant, pour l'essentiel, dans un discours droitier et une alliance avec le centre. Comment analysez-vous cette stratégie ? Augure-t-elle du positionnement du principal parti de l'opposition, en prévision des prochaines échéances électorales ?*

L'objectif de Nicolas Sarkozy était de gagner ces élections, par tous les moyens. Il s'est refusé de parler des départementales, n'a évoqué aucun problème économique, tant à l'échelle nationale qu'européenne. Il n'a pas dévoilé son programme, sur ce point. Enfin,


il a théorisé le « ni-ni », pour, dans la pratique, mettre en œuvre un « et-et », et obtenir ainsi le soutien des socialistes au deuxième tour, face au FN, « et » celui du FN face aux socialistes. La combinaison des deux lui permettant de l'emporter, in fine. Pour ce faire, il a dû combiner deux éléments : un discours de proximité, avec le FN, en s'opposant aux repas de substitution dans les cantines et au port du voile dans les universités, la réaffirmation du « ni-ni », une agressivité marquée à l'encontre du Premier ministre et du Président de la République et, dans le même temps, l'alliance avec l'UDI qui lui a permis de se prévaloir d'une image de démocrate, dans la mesure où ce parti a marqué son opposition au FN.

Cette tactique s'appliquera aux élections régionales, avant de se heurter à la présidentielle. Il faudra, en effet, là, faire un choix dans la préparation des primaires. Pour l'heure, Nicolas Sarkozy est sur une orientation qui pourrait bien contraindre Alain Juppé au renoncement. J'ajoute que l'alliance avec Jean-Christophe Lagarde le prémunit de toute immixtion d'un François Bayrou au sein de l'espace centriste. Il est donc en position de force. Mais, ce qui vaut pour une élection de transition, où la sanction du pouvoir en place est la règle, n'est pas opérant pour une élection présidentielle.

Dans ce dernier cas de figure, il faut passer de la sanction à la cristallisation. Il lui faudra, alors, se heurter à un FN en hausse, dans un contexte marqué par le tripartisme, et un Parti socialiste qui, au terme des départementales, a obtenu un résultat plus élevé qu'attendu, sans l'appoint de ses partenaires. D'où l'énergie que Nicolas Sarkozy ne cesse de déployer contre l'exécutif pour le réduire.

 *Le projet économique et social est, sans aucun doute, le point faible de l'UMP. Il laisse transparaitre de réelles contradictions avec le Front national, son électorat et le reste de la droite. Comment le Parti socialiste peut-il exploiter ces contradictions ?*

Il nous faut, pour commencer, réactiver une campagne sur le thème : « *Au secours, ils reviennent !* » Il s'agit de rappeler à l'opinion ce qu'a été le bilan de la droite, au pouvoir. Il s'agit, ensuite, de débusquer l'UMP sur son projet, dans la mesure où la tactique de Nicolas Sarkozy se résumera à une radicalisation, tant sur le plan des questions de société qu'à l'échelle économique, lors des primaires visant à désigner le candidat de la droite, à la présidentielle. Il ne se privera pas, ainsi, de remettre en cause l'ISF, le droit du travail ou bien encore les 35 heures pour s'attirer les grâces du noyau dur de l'UMP. Avant d'afficher un tout autre visage lors de la présidentielle, en se montrant le plus flou possible, au motif que l'électorat frontiste rejette son offre économique et que l'électorat centriste n'a aucune appétence pour son offre sociétale. Sera-t-il en capacité d'être le candidat ? Rien n'est figé. Si l'année 2015 est marquée par une forte séquence électorale, l'année 2016 sera celle des primaires, à droite.

 *Venons-en au Front national. Les résultats enregistrés lors des départementales ne font que confirmer ceux des élections municipales. Le fait nouveau est son implantation territoriale. Cette donnée est-elle de nature à changer, en profondeur, la vie politique française ?*

Oui. Nous sommes clairement dans le tripartisme, voire même le « tricampisme » pour éviter toute comparaison avec des événements

passés se rapportant à la politique française. Il n'y a, cependant, pas que cela. D'abord, parce que le FN est sur une dynamique, en exploitant une faille qui n'est pas exclusivement franco-française, mais européenne, au sens large. Certains mouvements populistes se prévalent, ainsi, d'un souverainisme xénophobe. Le FN constitue donc l'élément paroxysmique d'un mouvement qui s'exprime dans l'Europe entière. Nos amis allemands expriment d'ailleurs leur inquiétude face à la montée en puissance du parti de Marine Le Pen, en France.

En se nationalisant, le FN donne, par ailleurs, une base nouvelle à la candidature de sa représentante à l'élection présidentielle. Si, depuis 1986, on était en droit de s'interroger sur la capacité de Jean-Marie Le Pen à recueillir un nombre suffisant de signatures pour se présenter à l'élection, le doute n'est plus de mise. Aujourd'hui, la question est plutôt de savoir qui, des candidats républicains, figurera au deuxième tour.

J'observe, d'autre part, une convergence, au sein des électorats, sur les thèmes affichés par l'extrême droite et la droite extrême, qui constituent un « bloc réactionnaire », qui frôle, aujourd'hui, les 45-50 % d'intentions de vote. Autant dire qu'il pèse sur la société française. Cela signifie que le Parti socialiste et la gauche vont devoir mener un double combat contre le FN, qui porte directement atteinte à la République, et contre la droite, qui s'en prend durement à la situation économique du pays et au principe même de solidarité.

Auparavant, dans un système bipolaire, l'adversaire concentrait tous les coups. La situation a changé, tant et si bien qu'il va nous falloir varier nos attaques. Les départementales ont, de ce point de vue, été l'esquisse de ce que pourrait être l'élection présidentielle. Marine Le Pen a son thème de prédilection, l'« UMPS », reconstituant, par là-même, le bipolarisme, dont elle se prévaut de longue date, en contestant le « système ». Le PS a le début d'une stratégie : un ennemi face auquel la droite capitule et dont la politique économique nourrit la progression. Le FN est un adversaire irréductible et l'UMP apparaît comme sa béquille. Quant à l'UMP de Nicolas Sarkozy, elle n'a pas de stratégie, se fondant la politique du « *ni-ni* » qui ne tient pas la route. Quand on observe la carte électorale du deuxième tour des départementales, on voit

bien que quelques électeurs de l'UMP ont bravé cette consigne. Et ce, parce que le PS a pointé la nocivité du FN, en révélant, notamment, ses « 60 dérapages dans 60 départements ». Ce phénomène ne fera que s'amplifier, à l'occasion de l'élection présidentielle. Ce qui contraindra Nicolas Sarkozy au flou, au risque de tomber dans le trou...



*La bataille contre le FN a suscité d'après discussions, certains estiment que c'était un moyen de le mettre au centre des débats quand d'autres en contestaient même le principe. Faut-il poursuivre cette stratégie, en désignant l'UMP comme un adversaire et le FN comme un ennemi ?*

La lutte contre le FN n'est pas d'ordre tactique. C'est une question de principe. Nous nous comporterions en simples politiciens, si nous n'étions fidèles à nos principes, en laissant monter ce parti pour des raisons électorales. En novembre, lors d'un Conseil national, j'avais insisté sur la nécessité de combattre avec force le bloc réactionnaire, le FN et la droite. Au lendemain des élections du Doubs, je tenais un raisonnement similaire, en pointant le danger frontiste. Je suis convaincu que, contrairement à ce que disent la presse et quelques chercheurs paresseux, nos électeurs insatisfaits peuvent être appelés à contester notre ligne politique, sans pour autant céder au cynisme. Dès lors qu'ils

perçoivent un danger, ils se mobilisent, même si une partie d'entre eux peut être tentée par l'abstention. Nous retrouvons donc de la force dans ce combat qui peut être fondateur, parce qu'il nous faut défendre nos valeurs, les « revisiter » et nous reformuler. Dans ce combat central et frontal contre le bloc réactionnaire, principalement frontiste, accessoirement de droite extrême, nous avons aussi les moyens de nous reconstruire.

*Quelles seront les priorités du Parti socialiste dans les prochains mois ?*



Nous reprenons la main. C'est dans le Parti que va se mener le débat, et non pas avec d'autres. C'est une très bonne chose. Les élections départementales ont montré une crise en ciseaux : d'un côté, la gauche n'a plus la force propulsive qui était la sienne dans les années 60-70. Elle ne « matrice » plus la société, comme elle le faisait dans les années 80. Elle n'est plus en capacité d'être hégémonique, culturellement, comme elle le fut dans l'après-guerre. Il nous faut donc reconstruire, repenser et reformuler notre logiciel de pensée. De l'autre, notre politique économique ne produit pas suffisamment de résultats pour que les Français puissent se satisfaire de l'action engagée par le gouvernement. La combinaison de ces deux éléments fait que nous avons du mal à mobiliser notre électorat. Il appartient donc au Parti de



61

répondre à ces interrogations, en se reformulant et en engageant la bataille pour le renouvellement du socialisme, dans les thèmes et les têtes. Il nous faut, de ce point de vue, faire monter une nouvelle génération, tout en nous renouvelant idéologiquement. Ce que nous avons commencé à faire avec les États généraux, en introduisant particulièrement la notion d'éco-socialisme et toute une série d'éléments se référant à l'éducation, la défense de la République face à la montée du communautarisme, ou bien encore la laïcité, dont les débats ont enflammé, l'espace d'un moment, le Parti.

Le problème n'est pas tant celui du « cap », que des objectifs à tenir. En clair, il s'agit de reconstruire notre appareil productif qui s'est totalement affaîssi, d'améliorer la compétitivité des entreprises, de réduire sérieusement le chômage et les inégalités criantes dans notre société, et de réorienter la construction européenne. Le tout, autour d'objectifs maintenus et d'une écoute sou-

tenue. Personne ne doit rester sur le bord du chemin. Il nous faut être capable, par toute une série de mesures, de procurer à nos concitoyens un sentiment de justice, conformément aux engagements du Président de la République.

J'ajoute que pour se renouveler et renouveler la gauche, le Parti socialiste doit proposer à ses partenaires une nouvelle alliance, dans le cadre des élections régionales et présidentielle. Nos partenaires doivent y réfléchir sérieusement et se rappeler qu'ils progressent toujours avec le PS, mais qu'ils régressent sans lui. Ils peuvent vouloir nous déstabiliser, sans pour autant être capable de se retrouver autour d'un projet radical. Ils ne sont pas en capacité de concurrencer le Parti socialiste, autour d'un dessein collectif. Il est donc nécessaire qu'une nouvelle alliance se dessine, en se substituant à une nouvelle dispersion.

**Propos recueillis par Alain Bergounioux**

# La stratégie électorale dangereuse de l'UMP

Les élections départementales se sont traduites par une nette progression de l'UMP-UDI, tant en nombre de sièges qu'en nombre de conseillers départementaux.

Cette avancée s'explique d'abord par l'observation de la tradition bien établie dans ce type de scrutins intermédiaires, consistant à donner une victoire systématique à l'opposition face aux gouvernements en place, et aux formations politiques qui les représentent. Elle résulte aussi, de par son ampleur, du principe de renouvellement global et simultané, contrairement à ce qui se passait lors des séquences précédentes et habituelles.

L'alliance systématique réalisée entre l'UMP et l'UDI a entraîné des effets mécaniques offensifs face à la gauche qui, de son côté, partait en ordre dispersé au 1<sup>er</sup> tour, au point de se retrouver éliminée, dans plus de 500 cantons, du deuxième tour.

Cette tactique d'association binominale avec l'UDI a d'ailleurs plutôt donné raison à Alain Juppé qu'à Nicolas Sarkozy, puisqu'il s'agit d'une alliance de centre-droit, vantée par le maire de Bordeaux.

Pour autant, Nicolas Sarkozy est resté fidèle à la ligne de Patrick Buisson, celle de la confusion et de l'ambiguïté, pour chasser sur les terres du FN, qui permet à ce dernier de prospérer, en cherchant à se banaliser, tout en diffusant ses thèmes dans la société.

Les thèmes avancés par l'UMP, visent l'immigration, l'identité, la sécurité et la dénonciation de l'assistantat social, ce concept culpabilisant qui oublie délibérément le fait qu'un quart des chômeurs recensés ne disposent d'aucune indemnité, d'aucune allocation.

L'ancien président de la République a égale-

ment confirmé sa stratégie du « *ni-ni* » pour les deuxièmes tours, c'est-à-dire qu'il a, à nouveau, refusé de choisir entre une candidature républicaine et une candidature d'extrême droite, révélant ainsi son incapacité à faire prévaloir la préférence républicaine, au détriment de la préférence nationale.

**Absence de scrupule.** Il a, de surcroît, atteint le comble du cynisme, à cette occasion, puisqu'il s'agissait, au final, d'obtenir le report des voix des électeurs du Front national, pour devancer les candidats socialistes et de gauche dans certains cantons, et de s'appuyer sur les voix socialistes et de la gauche, pour mieux marginaliser le FN,

sur d'autres, au seul bénéfice de l'UMP. Une telle attitude montre l'absence de scrupule d'un homme prêt à tout, et à toutes les compromissions, pour engranger les soutiens et tenter de gagner les primaires ouvertes de l'UMP, auxquelles il sait, désormais, qu'il ne peut plus échapper.

Ainsi, une grande partie des gains réalisés par

l'UMP, au terme de ce scrutin, provient du vote des électeurs de gauche, d'une part, et, dans une moindre mesure, de ceux du FN, d'autre part. L'alliance UMP-UDI dépasse à peine les 30 % au premier tour et l'UMP, seule, obtient à peine 25 %. A noter, toutefois, que cette stratégie du « *ni-ni* » et finalement du « *et-et* », après cette référence erronée, d'ailleurs, largement incomprise au « FNPS », a été souvent contestée dans son propre camp. L'UDI, associée dans de nombreux binômes à l'UMP, a récusé cette solution de manière nette. Des élus UMP ont également refusé cette recette et cette « habileté », non conformes à la tradition profonde de leur mouvement. Enfin, le niveau de participation

*« Nicolas Sarkozy est resté fidèle à la ligne de Patrick Buisson, celle de la confusion et de l'ambiguïté, pour chasser sur les terres du FN, qui permet à ce dernier de prospérer, en cherchant à se banaliser, tout en diffusant ses thèmes dans la société. »*

au deuxième tour de scrutin, comparable à celui observé au premier, et la faible proportion de bulletins blancs et nuls, dans ces cas de figure stratégiques, confirment la difficulté de l'ancien Président de la République à se faire entendre et à être suivi sur ce registre démobilisateur de l'abstention ou du vote blanc. Le « ni-ni » fonctionne surtout comme un alibi tactique, pour affaiblir les digues et contourner les tabous.

L'UMP dispose désormais de plus des deux-tiers des départements. Nicolas Sarkozy s'est naturellement approprié cette victoire, dans la perspective des futures échéances internes de la droite, avec le souci principal de marginaliser ses rivaux dans la compétition.

Mais, l'UMP est dépourvue de tout programme local. Elle se contente d'incantations, d'ailleurs dangereuses, à propos de la réduction des dépenses publiques, et donc des commandes publiques, et contre « l'assistanat », autant dire contre la vocation sociale de proximité du département, qui constitue pourtant le cœur de ses compétences.

**Une absence de récit pour le pays.** Cette vacuité concerne aussi la politique nationale et européenne, même si une logique de rénovation est annoncée pour la fin mai. L'UMP développe, en effet, dans une sorte de surenchère inaudible, une logomachie libérale et caricaturale, relevant presque du déni de réalité.

Chacun sait bien que ses solutions nous conduiraient au plongeon déflationniste et à la récession, au moment où, précisément, tout est mis en œuvre, y compris au plan européen, via la Banque centrale européenne (BCE), pour conjurer ce risque mortel pour nos économies. Cette attitude s'accompagne d'une totale absence de récit positif pour le pays. Son discours qui ne répugne pas à l'évocation du déclin, se résume à un réquisitoire permanent contre la gauche, d'une part, et contre le droit du travail,

d'autre part. Comme si le monde du travail ne devait représenter qu'une variable d'ajustement, sans droit au respect ni à la reconnaissance. Comme si la valeur du travail, son apport, son intelligence, ses compétences pouvaient se résumer à « un coût », alors qu'il s'agit d'un atout.

Nicolas Sarkozy conserve l'œil rivé sur l'enjeu des primaires ouvertes. Son objectif est de tenter de rassembler son camp, son clan, actuellement radicalisé par ses soins, et « chauffé à blanc » contre la gauche, pour réussir à redevenir l'homme référent, voire providentiel de la droite. Son ambition n'est pas celle d'un projet pour la France, mais d'une revanche pour lui-même...

*« Nicolas Sarkozy conserve l'œil rivé sur l'enjeu des primaires ouvertes. Son objectif est de tenter de rassembler son camp, son clan, actuellement radicalisé par ses soins, et « chauffé à blanc » contre la gauche, pour réussir à redevenir l'homme référent, voire providentiel de la droite. Son ambition n'est pas celle d'un projet pour la France, mais d'une revanche pour lui-même... »*

Il pratique délibérément l'impasse vis-à-vis de l'intérêt du pays, qui n'est pas son sujet. Il pratique aussi l'évitement vis-à-vis du problème posé à toute la droite, par le FN et sa montée en puissance. Il refuse l'affrontement sur les valeurs et les principes avec l'extrême droite, parce qu'il sait intuitivement qu'un tel courage le conduirait à sortir du non-dit et de l'ambiguïté, probablement à ses dépens.

Avec 25 % des voix, y compris aux élections locales, le FN concurrence directement la droite, sur le terrain des idées et au

plan électoral. L'UMP, en refusant de réaffirmer les thèmes républicains de l'égalité et de la solidarité et ses traductions politiques, accorde et ouvre une béance à l'extrême droite, tant sur le plan intellectuel que stratégique.

Le temps du ressaisissement est pourtant venu pour l'UMP. Ne serait-ce que si celle-ci veut, effectivement, barrer la route à l'extrême droite. Mais, elle ne le prétend d'ailleurs même plus tout à fait. Si tel était le cas, en effet, elle choisirait, et sans hésitation, la République et son message universel, contre l'identité et la préférence nationale, au deuxième tour de scrutin.

**Michel Bordeloup**

# Usages et mésusages de la laïcité

La laïcité s'est réinscrite au cœur de notre vie politique. Elle ne l'a jamais vraiment quitté, tant cette notion est liée aux clivages politiques et culturels qui traversent notre société. Mais les enjeux sont changeants, et n'offrent pas tous la même intensité. La remise en cause des équilibres religieux avec l'affirmation de l'Islam, comme deuxième religion en France, qui arrive dans une société façonnée par une longue histoire de rapports conflictuels entre les religions et avec l'Etat, mais qui a fini par faire sienne un régime de séparation entre la politique et les croyances, provoque des débats récurrents, depuis la fin des années 1980, sur l'effectivité et la pertinence de la laïcité. La question est, d'autant plus, difficile qu'avec l'Islam viennent, en fait, tous les problèmes de l'immigration installés dans le débat par le Front national, dès la fin des années 1970, contribuant ainsi à en

« ethniciser » les termes, avec l'équivalence proposée entre le chômage et l'immigration, qui, depuis maintenant plus de trente ans, s'est imposée à la mesure du maintien d'un chômage de masse. Enfin, la véritable guerre ouverte, par le radicalisme islamiste, sous des formes variées, utilisant de manière privilégiée, l'arme du terrorisme, d'abord dans le monde musulman et, dans un même mouvement, contre les pays occidentaux, nourrit un climat fait d'anxiété, de méfiance et de peurs, propice à tous les amalgames. La laïcité est chargée, ainsi, de tout un ensemble d'interrogations qui, en partie, la dé-

passent, puisqu'il en va de la cohésion de notre société dans le moment présent, pour certains, de l'identité même de la France.

Il n'y a donc pas de raison de s'étonner que le débat se prête à l'instrumentalisation politique et qu'il revête, dès lors, une confusion dangereuse. Le Front national en donne l'exem-

ple le plus patent. Il a opéré là, comme sur d'autres points-clés de son programme, un renversement tactique étonnant. Le parti de Jean-Marie Le Pen se voulait proche des catholiques traditionnalistes et critiquait une laïcité, trop marquée par les valeurs d'une République - « Ripublique » disait-il - à laquelle il préférait les valeurs de la nation. Le mouvement « bleu-Marine » fait l'inverse, en apparence. Il revendique, haut et fort, une conception intransigeante de la laïcité, la résumant à une série d'interdictions, pour mieux stigmatiser une seule religion, l'Islam.

Ainsi, elle n'a même plus besoin de parler d'immigration, les équivalences se font mécaniquement dans la tête de ses électeurs. Ce qui n'empêche pas le Front national de parler d'identité chrétienne de la France, par ailleurs, et ses élus d'installer des crèches de Noël dans les mairies... Mais qu'importe, la laïcité est convoquée au service d'un « souverainisme xénophobe ». La contradiction existe également à l'UMP, dans la ligne que trace son président. Hier - ce n'était pas, il y a si longtemps -, Nicolas Sarkozy prônait une « laïcité positive », ouverte, ne dépassant pas un cadre juridique. On se sou-

*« Aujourd'hui, dans ses interventions calculées, la laïcité ne doit pas « souffrir d'exception ». Elle doit imposer une uniformité de comportements. La dernière polémique sur l'interdiction des menus de substitution dans les cantines scolaires - alors que la variété existe depuis longtemps dans les selfs des collèges, par exemple, et que personne ne remet en cause, la tradition du service du poisson le vendredi ! - est caractéristique de l'usage d'une laïcité à géométrie variable. »*

vient de la distinction qu'il faisait entre l'instituteur et le prêtre qui, seul, pouvait porter une morale de l'absolu... Aujourd'hui, dans ses interventions calculées, la laïcité ne doit pas « souffrir d'exception ». Elle doit imposer une uniformité de comportements. La dernière polémique sur l'interdiction des menus de substitution dans les cantines scolaires - alors que la variété existe depuis longtemps dans les selfs des collèges, par exemple, et que personne ne remet en cause, la tradition du service du poisson le vendredi ! - est caractéristique de l'usage d'une laïcité à géométrie variable. Le Président de l'UMP doit considérer que plus il doit dénoncer le Front national comme un adversaire de son parti, plus il doit tenter de reprendre ses thématiques sur le terrain de l'Islam et de l'immigration, pour faire oublier les dissensions profonds, en matière économique.

Les ambiguïtés existent également à gauche. Elles sont plus anciennes, et différencient plusieurs attitudes vis-à-vis des religions. Elles s'étaient exprimées lors des débats qui ont entouré la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Faut-il, en proscrivant, le plus possible, toute manifestation publique des convictions religieuses, étendre la laïcité de l'Etat - ce qui est l'esprit de cette loi - à la société, quitte à faire de la laïcité une forme de « religion civile », ou faut-il avoir avant tout en tête de préserver la liberté de conscience, celle de croire ou de ne pas croire, et préserver la neutralité de l'espace public, sans s'élever contre les manifestations publiques des cultes autrement que selon les nécessités de l'ordre public ? On reconnaît les deux pôles, avec toutes les nuances entre les deux, qui structurent le débat et ont amené les gauches - les socialistes compris - à prendre des positions contraires lors du débat sur le port du foulard à l'école publique, en 1989, ou encore, récemment, pour les mères de famille, dans l'accompagnement des sorties scolaires. Avec la laïcité, se confrontent, évidemment, des juge-

*« Il est donc urgent d'avoir un débat politique approfondi (et informe) sur ce que sont et doivent être les principes de la laïcité dans notre société. Ils sont trop souvent ignorés. Connaître l'état du droit éviterait, déjà, nombre d'approximations (volontaires ou involontaires). »*

ments différents sur ce que doit être l'intégration dans notre société, les parts de la diversité et de l'unité. La gauche devrait clarifier ce qu'elle entend par tradition républicaine, en comprenant qu'elle doit donner lieu à une nouvelle « synthèse », dans une société qui a profondément changé depuis les débuts du XX<sup>e</sup> siècle.

Il est donc urgent d'avoir un débat politique approfondi (et informe) sur ce que sont et doivent être les principes de la laïcité dans notre société. Ils sont trop souvent ignorés. Connaître l'état du droit éviterait, déjà, nombre d'approximations (volontaires ou involontaires). Cela permet, en effet, de bien distinguer la liberté de croire - qui ne peut en rien être limitée - et, avec elle, la liberté de pensée, de la liberté d'expression des appartenances religieuses, qui peut, elle, être limitée dans les conditions définies par

la loi, selon ce qui est considéré être, à un moment donné, l'intérêt général. Le droit français - conforté en ce point par le droit européen - fait de la liberté le principe et des limitations l'exception. C'est l'Etat qui doit être neutre, et non la société. Le service public ne montre pas de préférence selon l'appartenance ou la non-appartenance religieuse, réelle ou présumée, de ses usagers. La laïcité est ainsi étroitement liée aux valeurs fondamentales de la République, la liberté et l'égalité. Par là, elle doit remplir une fonction doublement émancipatrice, car elle émancipe l'Etat de toute tutelle religieuse, mais elle garantit également aux croyants la liberté de religion (ce qui est loin d'être acquis dans une grande partie du monde encore aujourd'hui). La laïcité permet ainsi aux individus de ne pas se « ressembler », mais elle les invite, en même temps, à se « rassembler » dans un cadre commun respectueux des uns et des autres. C'est ce qui devrait être expliqué à tous les Français, qu'elles que soient leurs croyances et leurs convictions, quelles que soient leurs origines.

**Alain BERGOUNIOUX**